

SOS LHH2612

7135-S

(1941)

A

V. D. 712 : Interdiction de tenir
compte dans les prix des commandes
des salaires anormalement élevés.-

Prise en compte, au moment des règlements des marchés
de travaux, des augmentations de salaire consenties pour conserver
la main-d'oeuvre.

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.

21.11.41

C.A. 10.12.41 42 Qd c)

Prise en compte, au moment des règlements des marchés de travaux,
des augmentations de salaire consenties pour conserver la main-d'oeuvre.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 10 décembre 1941

Questions diverses

c) Rémunération de la main-d'oeuvre
dans les chantiers de la S.N.C.F.

pas de P.V.
Sténo (p.42)

M. LE PRESIDENT. J'ai reçu, à la date du 21 novembre,

la lettre suivante de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications
ainsi conçue :

"J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Comité
"économique s'est entretenu le 14 novembre des difficultés de main-
"d'oeuvre rencontrées par les entrepreneurs pour l'exécution de
"travaux de travaux publics en zone occupée.

"Il a été décidé que dans des cas exceptionnels, par
"exemple, dans le cas d'ouvrages d'art en construction, les entre-
"preneurs pourraient augmenter la rémunération de la main-d'oeuvre
"pour la conserver. Dans le règlement des travaux, il serait tenu
"compte aux entrepreneurs des dépenses supplémentaires qu'ils
"auraient à supporter de ce fait.

"J'ai l'honneur de porter cette décision à votre
"connaissance."

Nous avons signalé, en effet, les difficultés que nous
rencontrons dans de nombreux chantiers. La main-d'oeuvre déserte
embauchent
parce que les autorités d'occupation ~~XXXXXXXXXXXX~~ à des salaires
supérieurs à ceux que nos entrepreneurs peuvent allouer. Il
en résulte que certains chantiers deviennent déserts, ce qui, dans
certains cas et pour certains travaux, peut présenter de graves
inconvenients. L'autorisation de relever les salaires va nous
permettre, dans un certain nombre de cas et sur des points parti-
culièrement délicats, de remédier aux difficultés signalées.

Secrétariat d'Etat aux Communications

Direction Générale des Transports

Paris, le 21 novembre 1941

Service de la Main-d'Oeuvre

6ème Bureau

Le Secrétaire d'Etat

à Monsieur le Directeur Général de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Comité Economique s'est entretenu le 12 novembre des difficultés de main-d'oeuvre rencontrées par les entrepreneurs pour l'exécution de marchés de travaux publics en zone occupée.

Il a été décidé que dans des cas exceptionnels, par exemple, dans le cas d'ouvrages d'art en construction, les entrepreneurs pourraient augmenter la rémunération de la main-d'oeuvre pour la conserver. Dans le règlement des travaux, il serait tenu compte aux entrepreneurs des dépenses supplémentaires qu'ils auraient à supporter de ce fait.

J'ai l'honneur de porter cette décision à votre connaissance.

Le Directeur Général des Transports,

Signé : René CLAUDON